AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES A TRAVERS UNE REFORME POSITIVE DE LA COMMANDE PUBLIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

ONU FEMMES

LETTRE D'INFORMATION # 1. DECEMBRE 2022

La commande publique sensible au genre est la sélection durable de services, de biens ou de travaux civils qui prend en compte l'impact sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Elle représente une grande opportunité de construire une économie plus inclusive, d'augmenter la participation des entreprises détenues/dirigées par des femmes et de promouvoir l'égalité des sexes. La promotion de l'inclusion et de la diversité dans la sélection des fournisseurs contribue à élargir les opportunités économiques des femmes et a donc un impact direct sur la capacité des pays à atteindre l'ODD5 et à respecter leurs engagements dans le cadre de l'Agenda 2030.

Le projet de réforme positive des marchés publics en Afrique de l'Ouest soutient l'autonomisation économique des femmes par le biais de réformes politiques, du renforcement des institutions du secteur public et du renforcement des capacités des entreprises détenues ou dirigées par des femmes à accéder aux marchés publics au Sénégal, au Nigeria, en Côte d'Ivoire et au Mali.

Le projet a pour principaux objectifs :

Amélioration de l'accès à la commande publique de **1,360** PMEs dirigées par des femmes au Nigeria, au Sénégal, au Mali et en Côte d'Ivoire

Accès à de nouvelles opportunités de marchés publics pour au moins **400** PMEs dirigées par des femmes

Renforcement de capacités de **270** agents publics à mettre en œuvre des réformes sensibles au genre dans les marchés publics

4 réformes juridiques/réglementaires pour faciliter l'accès des entreprises dirigées par des femmes aux marchés publics.

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

AFAWA

we-fi
WOMEN ENTREPRENEURS FINANCE INITIATIVE

LE SAVIEZ-VOUS ?

La commande publique sensible au genre peut avoir un effet domino positif dans la chaîne de valeur à travers des pratiques d'approvisionnement inclusives et la diversité des fournisseurs.

Les femmes possèdent **30%** des petites et moyennes entreprises (PME) dans le monde

mais ne remportent que **1%** des marchés publics

Dans le secteur privé, en négligeant les entreprises détenues par des femmes, les sociétés réduisent leurs opportunités d'étendre leurs marchés, de diversifier leurs chaînes d'approvisionnement et de faire croître l'économie, tout en améliorant simultanément la vie des femmes et des filles dans le monde entier.

Une enquête de Nielsen[1] a révélé que 66 % des personnes interrogées dans le monde, étaient prêtes à payer un supplément pour des produits et services provenant d'entreprises engagées à avoir un impact social et environnemental positif. Le sondage Frontlines 2016 de la CSI a révélé que 82% des personnes interrogées tiennent les entreprises responsables des actions de leurs sous-traitants. Les consommateurs demandent également de plus en plus d'informations aux entreprises concernant leur engagement en faveur de l'inclusion dans les chaînes d'approvisionnement. De même, les investisseurs ont davantage d'attrait pour les entreprises adoptant des pratiques transparentes en matière d'égalité des sexes.

FOCUS REGIONAL

La commande publique sensible au genre est une occasion de tirer parti de l'accès des PME détenues par des femmes aux marchés intra- régionaux dans le cadre de l'Accord de Libre-Echange Continental Africain. ONU Femmes travaille avec ses partenaires afin d'assurer que des clauses d'achat sensibles au genre soient incluses dans le Protocole en cours de formulation sur les femmes dans le commerce.

- ONU Femmes, en collaboration avec le Secrétariat de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et le PNUD, a mené deux enquêtes régionales et des consultations nationales en 2022 dans 26 pays afin d'identifier les contraintes et les opportunités auxquelles les femmes et les entreprises appartenant à des femmes sont confrontées lorsqu'elles font du commerce transfrontalier en Afrique.

45% de ces micro, petites et moyennes entreprises (MPME) appartenant à des femmes soutiennent la nécessité de mettre en place des quotas pour les entreprises appartenant à des femmes dans les marchés publics.

- **Les consultations régionales des parties prenantes de la ZLECAf** qui se sont tenues en avril 2022 au Ghana et qui comprenaient des représentants des États membres de l'Union Africaine (UA), des Communautés Economiques Régionales (CER), des agences de développement, du secteur privé, des associations et réseaux de femmes d'affaires, des organisations de la société civile (OSC) et du monde universitaire, ont permis de réaliser des progrès importants. Les conclusions de cette réunion ont identifié la commande publique sensible au genre comme **un élément clé à inclure dans le protocole de la ZLECAf portant sur les femmes et les jeunes dans le commerce.**
- **Renforcement des capacités :** Avant la conférence de la ZLECAf sur les femmes et les jeunes qui s'est tenue en Tanzanie du 12 au 14 septembre 2022, ONU Femmes a produit et diffusé la note d'orientation «Améliorer l'accès des femmes et des jeunes femmes aux opportunités créées par la ZLECAf: opportunités et domaines d'action clés» et l'a utilisée pour renforcer les capacités des délégués participant à la conférence. La note d'orientation a identifié la commande publique sensible au genre comme l'une des stratégies pour améliorer l'accès des entreprises appartenant à des femmes et des femmes entrepreneurs aux marchés dans le cadre de la ZLECAf.
- **Engagement politique et plaidoyer :** Conférence régionale sur les femmes dans le commerce. Avant la conférence régionale visant à discuter du contenu d'un protocole sur les femmes dans le commerce pour la ZLECAf, ONU Femmes a organisé des réunions techniques avec les points focaux de la ZLECAF, les femmes et les jeunes entrepreneurs (au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Nigéria) afin de présenter les principaux problèmes qui entravent la participation des femmes aux processus d'approvisionnement intra-régionaux et plus globalement au commerce régional. ONU Femmes a soutenu la participation des femmes entrepreneurs afin qu'elles expriment leurs préoccupations, notamment les obstacles qu'elles rencontrent pour accéder aux processus d'approvisionnement et aux chaînes d'approvisionnement intra-régionales dans des secteurs clés.
- ONU Femmes a appuyé l'Agence de Régulation des Marchés Publics du Sénégal (ARMP) dans la préparation de sa participation à la deuxième assemblée générale du **Réseau Africain de la Commande Publique (RACOP)**[2] afin de plaider pour la mise en œuvre d'initiatives en faveur de la commande sensible au genre dans d'autres pays membres.

1 Nielsen, Consumer-goods' brands that demonstrate commitment to sustainability outperform those that don't (October 2015).

2 Le Réseau Africain de la Commande Publique (RACOP) créé en 2018 vise à promouvoir le développement et l'intégration du secteur de la commande publique grâce à la coopération active entre ses membres.

ONU FEMMES

DES NOUVELLES DU TERRAIN

SENEGAL

- En collaboration avec l'Autorité des marchés publics (ARMP), ONU Femmes a produit une note d'orientation sur l'accès des femmes aux marchés publics. Pour en faciliter la diffusion, le document sera disponible en version bande dessinée et en version texte.
- Appel à manifestation d'intérêt publié dans la presse locale et en ligne pour sélectionner les femmes entrepreneurs qui bénéficieront du projet de réforme positive des marchés publics en Afrique de l'Ouest. L'évaluation des candidatures reçues est en cours
- Constitution d'une base de données des femmes entrepreneurs en cours.
- Formation sur le numérique en cours pour améliorer l'accès des femmes entrepreneurs aux marchés et leur permettre de développer leurs activités dans une économie post-COVID19.

MALI

- Discussions avec l'autorité de régulation des marchés publics pour la révision du décret n° 2018-0473/PM-RM du 28 mai 2018 portant adoption de mesures visant à orienter les marchés publics vers les petites et moyennes entreprises et la production nationale tout prenant en compte le genre.
- Appui technique pour intégrer le genre dans la Méthodologie d'évaluation des systèmes de passation des marchés (MAPS) qui vise à évaluer et améliorer les systèmes de passation des marchés publics.
- Processus initié avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) pour l'adoption de pratiques de passation de marchés tenant compte du genre.
- Appui à la participation de 86 entreprises féminines au séminaire commercial des Nations unies organisé par la MINUSMA en vue de leur inscription sur le portail mondial pour les fournisseurs des Nations unies (UNGM) et leur compréhension des procédures d'achat des Nations Unies.
- 54 entreprises féminines ont renforcé leurs capacités sur les processus de passation de marchés du système des Nations Unies/ de l'ONU Femmes et sont enregistrées sur l'UNGM.
- 70 entreprises féminines ont été formées au marketing numérique en partenariat avec ImpactHER. L'objectif était de les accompagner dans l'adoption d'outils numériques pour faire pivoter mais aussi améliorer leurs modèles d'affaires dans une économie post-COVID19.
- 30 entreprises féminines ont accédé à la plateforme de commerce électronique du Bureau de facilitation du commerce (TFO) afin de pouvoir effectuer des exportations vers le Canada, renforçant ainsi leurs capacités à tirer parti des technologies numériques dans un contexte post-COVID19.

Sessions de formations sur le numérique pour les femmes entrepreneurs

ONU FEMMES

NIGERIA

- Le comité de pilotage du projet a été mis en place et la première réunion a eu lieu, avec des membres issus d'un large éventail de partenaires des secteurs public et privé, du public, d'organisations de la société civile et de partenaires du développement.
- Un événement de haut niveau de plaidoyer et de dialogue politique a été organisé à Abuja en août 2022, afin de sensibiliser les parties prenantes du gouvernement et de les inciter à soutenir la réforme des marchés publics sensibles au genre au niveau national et étatique.
- Discussions en cours avec l'Agence des marchés publics de l'État de Lagos et l'Autorité des marchés publics de l'État de Kaduna sur les moyens permettant de réaliser une réforme positive des marchés publics.
- Une réunion avec des femmes PDG et présidentes de conseil d'administration du secteur privé a été organisée en juillet 2022 pour promouvoir la commande publique sensible au genre dans les chaînes d'approvisionnement du secteur privé.

COTE D'IVOIRE

- Des partenariats ont été établis et ont conduit à la mise en place d'un comité de pilotage national et d'un comité technique pour soutenir la mise en œuvre du projet. Parmi les membres du comité peuvent être cités : le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance (MFFE), le Ministère du Commerce de l'Industrie et de la Promotion des PME (MCIPPME), le Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État (MBPE), l'Agence ivoirienne des PME (ACIPME), l'Autorité nationale de régulation des marchés publics (ANRMP), le Projet d'Appui au Programme Social du Gouvernement (PA-PSGouv), la Chambre Nationale des Femmes Chefs d'Entreprises de Côte d'Ivoire (CNFCE-CI), l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI), le Conseil National de la Jeunesse de Côte d'Ivoire (CNJ-CI).
- Partenariat avec le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance établi pour créer le projet E-Femme. Cette initiative vise à numériser les opérations des femmes entrepreneurs pour renforcer la compétitivité de leurs entreprises et faciliter leur accès aux opportunités du marché dans un contexte post-COVID19.
- Appel à manifestation d'intérêt des femmes entrepreneurs pour participer aux formations lancé en octobre 2022.

Rencontre avec les femmes chefs d'entreprise et présidentes de conseil d'administration du secteur privé pour la promotion de la commande publique sensible au genre et des principes d'autonomisation des femmes (Women's Empowerment Principles ou WEPs)

Réunion du comité technique pour soutenir la mise en œuvre du projet

ONU FEMMES

FOCUS SUR NOS PARTENAIRES:

IMPACTHER

ImpactHER est une organisation à but non lucratif qui vise à renforcer l'autonomie des femmes entrepreneurs africaines en leur offrant des formations pratiques et ciblées en entrepreneuriat en digitalisation, en financement des entreprises et des programmes de renforcement de capacités. ImpactHER et ONU Femmes se sont associées au Mali et au Sénégal pour soutenir l'accès des femmes aux marchés grâce aux technologies numériques. Veuillez trouver le lien vers la **vidéo du programme de formation à la numérisation adressées aux femmes entrepreneures du Mali** pour les aider à se lancer dans le commerce électronique : https://youtu.be/a_c4p9UXDe4

TFO

Trade Facilitation Office (TFO) Canada est une organisation à but non lucratif dont la mission est d'améliorer les conditions de vie en créant des partenariats commerciaux durables pour les exportateurs des pays en développement avec des acheteurs canadiens et étrangers. TFO et ONU Femmes se sont associées au Mali pour aider les entreprises dirigées par des femmes à accéder au marché canadien, via des plateformes numériques.

OPEN CONTRACTING PARTNERSHIP (OCP)

OCP est une collaboration entre gouvernements, entreprises, société civile et technologues qui vise à transformer les marchés publics par une transparence accrue, des données plus pertinentes et par un engagement civique durable. OCP et ONU Femmes se sont associées au niveau régional pour soutenir la recherche conjointe et complémentaire, la collecte de données, le plaidoyer et le dialogue politique qui font progresser les programmes, ainsi que les réformes en faveur de la commande publique sensible au genre.

CALENDRIER DES EVENEMENTS ET ACTIVITES

Novembre 2022

Nigeria
Collecte de données de référence sur l'environnement des marchés publics dans les États de mise en œuvre par l'autorité des marchés publics de l'État de Kaduna et l'agence des marchés publics de l'État de Lagos

Nigeria
Evaluation et audit de la prise en compte du genre dans les lois, politiques, réglementations et institutions relatives aux marchés publics aux niveaux national et infra-étatiques

Cote D'Ivoire
Formation des femmes entrepreneurs sur les procédures et opportunités de la commande publique lors du séminaire national sur l'entrepreneuriat féminin

Cote D'Ivoire
Séminaire national sur l'entrepreneuriat féminin coorganisé avec le ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME

Décembre 2022

Mali
Ouverture d'une salle numérique pour les entreprises féminines afin de faciliter leur accès aux TIC

Janvier 2023

Mali
Evénement " Meet the WOB " pour faciliter la mise en relation entre les entreprises féminines et les acheteurs potentiels du secteur privé

Février 2023

Nigeria
Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans les marchés publics

Regional
Deuxième assemblée générale du **Réseau Africain de la Commande Publique (RACOP)** qui s'est tenue à Eswatini du 14 au 17 novembre 2022 sous le thème « Commande Publique pour le Développement Economique de l'Afrique - Crises, Défis et Perspectives pour l'avenir ». Présentation par l'**Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** au cours de cette réunion sur les bonnes pratiques au Sénégal en matière de commande publique sensible au genre.

ONU FEMMES

VOIX DES FEMMES

« C'était un plaisir de participer au séminaire d'ONU Femmes sur comment participer aux appels d'offres d'ONU femmes en tant qu'une entreprise féminine qui nous as permis de maitriser les procédures et les pratiques d'achats sensibles au genre au profit des entreprises féminines. La majorité d'entre nous n'étaient pas inscrites sur UNGM et la formation nous a permis de le faire et surtout de savoir comment participer aux appels d'offres.

Et après la formation sur le processus de passation des marchés des Nations Unies avec ONU femmes, j'ai aussi participé à la formation sur le marketing digital d'ONU femmes qui était un « eye opening » pour moi comme le disent les Américains. La formation sur le marketing digital m'a permis aujourd'hui de digitaliser mes entreprises alors je ne peux que remercier ONU femmes pour cela. J'ai aussi eu l'immense plaisir et honneur de participer au business séminaire de la MINUSMA qui a regroupé les entreprises de partout au Mali. Le marché de la MINUSMA était un mythe mais le séminaire nous a permis de savoir que ce n'est pas inaccessible comme les gens le pensent et qu'en tant qu'entreprise féminine, il y'a des opportunités qui sont disponibles mais nous nous devons d'aller vers les informations et mieux comprendre comment y accéder.

Ce processus pour moi est innovant et inspire beaucoup d'espoir quant à l'amélioration de notre accès aux marchés porteurs. J'espère pouvoir être bientôt un des partenaires des structures des Nations Unies au Mali surtout d'ONU femmes ui privilégie beaucoup les entreprises féminines et attends avec impatience le reste du processus pour accéder également à la commande publique. »

Directrice des entreprises Hagge entretien /A&B catering services/ Hagge Language Learning & Translation Center/ AMI- SARL Assistance Médicale Internationale_MALI

RESSOURCES SUPPLEMENTAIRES SUR LA COMMANDE PUBLIQUE SENSIBLE AU GENRE

- Rethinking gender-responsive procurement : enabling an ecosystem for women's economic empowerment
- The power of procurement: How to source from women-owned businesses
- Gender responsive procurement
- Towards gender balance in public procurement
- Empowering Women Through Public Procurement
- Creating Gender Equality through Procurement Toolkit
- Gender, Trade and Public Procurement Policy
- Mainstreaming gender in public procurement

ONU FEMMES